

Déclaration liminaire Unsa pour la FSSSCT du 17/10/23



Quelques semaines après la rentrée, nous ne pouvons que faire le constat suivant : les personnels vivent des situations de plus en plus anxiogènes, qui dégradent leurs conditions de travail et le service rendu, tout ceci par faute d'une pression médiatique, parentale, sociétale et hiérarchique constante due aux choix, pour ne pas dire lubies, de nos ministres successifs, pour qui la forme, la brutalité des annonces ont malheureusement pris le dessus sur le fond.

Notre société, notre démocratie vont mal et c'est souvent l'Ecole qui est pointée du doigt :

- Des résultats aux évaluations nationales pas tout à fait « à la hauteur », conséquences, toujours plus d'évaluations (cf au CM1) et sentiment pour les enseignants d'avoir toujours plus de «comptes à rendre » (cf évaluation des écoles).

Au lieu de nous donner les seuls vrais moyens nécessaires, c'est à dire un nombre de postes conséquents pour des classes moins chargées avec l'accompagnement nécessaire adapté aux besoins (RASED, Psy, AESH, ...), on multiplie les plans (plan français, plan maths, plan ceci cela...)

Mais où est la reconnaissance des compétences et du travail des enseignants dans tout cela ?! L'enseignant doit tout faire : éduquer, gérer les conflits, gérer des enfants en manque d'écrans...et quand il lui reste un peu de temps enseigner.

Aujourd'hui les limites entre les sphères intime, familiale, éducative et scolaire sont devenues bien floues et poreuses...Alors oui, le harcèlement est intolérable et les élèves qui en sont victimes doivent être protégés, mais ils attendent sans doute plus qu'un plan pHare, même si celui-ci a le mérite d'exister.

Ils méritent certainement qu'on arrête au sommet de l'état de voir les parents comme des électeurs qu'il ne faut pas embêter. Il faut définitivement les voir pour ce qu'ils sont, les responsables légaux de leurs enfants et de l'éducation qu'ils leur donnent...

Chacun le sait, le harcèlement est d'abord et avant tout une affaire de réseaux sociaux, c'est donc aux parents de savoir ce que leurs enfants font des outils qu'ils mettent dans les mains de leurs enfants et d'en assumer les conséquences...Les discours de l'école resteront inaudibles pour les élèves si, une fois passer le portail de l'établissement, tout redevient permis...

L'Unsa dénonce cette dérive et rappelle à notre ministre ainsi qu'à tous, qu'on attend voire qu'on exige « tout » de l'Ecole. Ce n'est ni possible ni tenable !

- Avec les élections des parents d'élèves, on nous alerte sur des collectifs de parents aux tendances idéologiques dangereuses se revendiquant « protecteurs des enfants face aux dangers de l'Ecole ».

Ces parents tentent de s'immiscer dans l'école et s'en prennent aux personnels en toute impunité.

L'Unsa affirme la nécessité d'être très vigilants face à des parents qui profitent du système (cf prévention contre le harcèlement) pour faire pression sur les équipes voire régler de vieux comptes avec l'Ecole.

Ce sont bien les personnels Education Nationale qui deviennent les victimes d'une forme de harcèlement (direct ou indirect) fait d'exigences et d'injonctions aussi diverses que souvent contradictoires.

Ce sont bien les personnels qui doivent être protégés pour pouvoir exercer leurs missions.

Dans le contexte dramatique de l'assassinat de Dominique Bernard faisant écho à celui de Samuel Paty 3 ans plus tôt, c'est toute la communauté éducative qui est en état de choc face à un acte terroriste barbare visant des hommes et à travers eux, l'Ecole de la république et ses valeurs.

Comment imaginer dans ce contexte que les enseignants se sentent protégés ?

Pour l'Unsa, il est primordial que l'institution défende mieux tous les personnels en leur octroyant, chaque fois que nécessaire, protection écoute et conseils.

Il est indispensable que soient réglées les failles de sécurité sans pour autant « bunkeriser » l'Ecole.

Il est indispensable que les parents puissent envoyer leurs enfants en toute sécurité à l'Ecole.

Pourrions-nous faire le point sur ce qui est envisagé en ce sens : passage au plan vigipirate niveau 3, cellule d'écoute (...) ?

A l'Unsa nous sommes persuadés que c'est bien parce que nos équipes (personnel des écoles, de vie scolaire, psychologues, professionnels de santé) seront suffisamment nombreuses et placées dans de bonnes conditions d'exercice, que le lien entre Ecole et familles sera fort, que les fragilités pourront être détectées et accompagnées.

Un rapport de confiance à tous les niveaux est nécessaire pour que l'Ecole puisse fonctionner sereinement : confiance de la hiérarchie envers les personnels mais aussi des personnels envers leur hiérarchie, confiance des parents envers l'Ecole et ses acteurs, confiance des collègues qui doivent pouvoir travailler dans un environnement protégé pour eux et les enfants/adolescents accueillis.

C'est à cette condition seule que les blocages, clivages, préjugés pourront être dépassés, et pour cela il faut de vrais moyens humains /financiers à la hauteur des défis à relever.

Nous vous avons alertée, Mme la DASEN, lors du dernier F3SCT sur la nécessité de mettre à disposition des directrices et directeurs un courrier type afin de pouvoir rappeler la loi aux parents qui sont de plus en plus nombreux à mettre à mal les collègues, voire vos services, ceci souvent pour cacher des dysfonctionnements familiaux.

Pourriez-vous nous dire si cela a été fait ?

Depuis quelques années on parle beaucoup de la notion de bienveillance qui fait partie des prérequis aux métiers de l'enseignement.

Nous en faisons preuve tous les jours.

Et pourtant qui peut garantir cette même bienveillance à l'égard des personnels EN ?

Il y a urgence selon l'UNSA à la mise en place de réelles mesures protectrices qui permettront aux équipes d'éviter un « brown out » en plus du « burn out ».

Le dernier baromètre des métiers UNSA est clair : si 90 % des enseignants disent aimer leur métier, 80 % se disent en situation d'épuisement professionnel et 85 % ne le conseilleraient plus à des jeunes de par les conditions actuelles de travail.

Pour l'Unsa il est plus que temps de prendre enfin des mesures fortes pour le bien-être des enseignants et non pas d'en rajouter.

En se référant à la situation des collègues de Riom es Montagne, bien suivie par vos services, pourriez-vous nous préciser rapidement les solutions d'urgence qui peuvent être mises en place pour protéger les personnels ainsi que leurs modalités : protection fonctionnelle, DGI, droit de retrait...

Les enseignants ont besoin d'être reconnus et respectés et non pris pour des imbéciles comme, par exemple, avec le dispositif « Pacte » qui divise et crée plus de problèmes qu'il n'en résout.

La mise en œuvre du PACTE va d'une part mettre encore davantage en tension le système éducatif et d'autre part accroître les inégalités de rémunérations entre les femmes et les hommes, entre le 1^{er} et le 2nd degré. Les enseignants, les AESH, les AED, l'ensemble des personnels de l'Education veulent une véritable revalorisation, le rattrapage de la perte liée à l'inflation et des perspectives d'avenir. Nous ne voulons pas d'heures supplémentaires, nous voulons être rémunérés correctement pour celles que nous faisons déjà. Et que dire lorsque l'on conditionne les sorties scolaires à la signature du Pacte ?! Pour nous c'est inacceptable.

Que dire de l'état de la médecine du travail pour le personnel éducatif. Preuve en est le rapport de Mr Peymaud, qui préconise de prévoir 4 médecins du travail et 4 infirmiers en santé au travail pour assurer les visites d'information et de prévention (tous les 5 ans) des 22 700 personnels et la surveillance médicale particulière (tous les 4 ans avec visite intermédiaire à 2 ans).

Quelle bienveillance a eu le Conseil Départemental en annonçant dans les médias une probable fermeture avant même que les personnels concernés et les services soient consultés ?

C'est impensable mais c'est pourtant arrivé.

Il semblerait que les logiques budgétaires continuent à prévaloir sur le bien être des élèves et personnels (cf : nombre de fermetures de postes dans le Cantal cette année).

L'Unsa revendique une Ecole Cantalienne ambitieuse, qui se donne les moyens d'atteindre « l'exigence des savoirs » dont parle notre ministre.

Nous n'y arriverons qu'en préservant nos équipes et nos postes, nous n'y arriverons qu'en nous donnant de vrais moyens humains et financiers et nous n'y arriverons qu'en refaisant confiance aux enseignants experts sur le terrain.

Laissez-nous faire notre métier Monsieur le Ministre.